

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

Arrêté d'alignement - Rue Lavoisier

Arrêté A-2025-15

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code Général des collectivités Territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu la délégation à Madame Emmanuelle MENARD 1ère vice-Présidente pour les domaines Economie, agriculture, emploi et formation, foncier à vocation économique (arrêté A-2023-59) ;

Considérant la demande du 14 mars 2025 de Mme Laurence BAZANTAY, géomètre-expert à Bressuire, concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques, annexée au présent arrêté ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'alignement rue Lavoisier, zone d'activités de Saint Porchaire - 79300 Bressuire au droit de la propriété de la SCI IMMOD3X, cadastrée section CB n°205 et 355 est défini par les points A et F.

ARTICLE 2 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de : UN AN à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame le Sous-Préfet de BRESSUIRE.

Fait à Bressuire, le 28/03/2025

**La vice-Présidente,
Madame Emmanuelle MENARD**

- 1 AVR. 2025

Transmis en préfecture le

- 1 AVR. 2025

Notifié ou publié le

Le Président,
-certifie sous sa responsabilité le caractère
exécutoire de cet acte
-informe que le présent acte peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif dans un délai de deux mois
à compter de la présente notification/ou publication.

